DG/2000/14
Original anglais

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Intervention de
M. Koïchiro Matsuura

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à la séance de clôture du
Deuxième Forum mondial de l'eau

Journée mondiale de l'eau :
"L'eau pour le XXIe siècle"

La Haye, 22 mars 2000

Votre Altesse royale,
Messieurs les ministres,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

C'est avec un grand plaisir que j'ai accepté l'invitation du gouvernement des Pays-Bas à prendre la parole à la cérémonie de clôture du Deuxième Forum mondial de l'eau. Je remercie sincèrement les organisateurs de cette importante manifestation, en particulier le gouvernement néerlandais. Outre la contribution bien connue des Pays-Bas à la "sagesse de l'eau" acquise par l'humanité, le présent Forum, la Conférence ministérielle et la Foire de l'eau apportent des preuves supplémentaires de l'attachement de notre pays hôte à la recherche de solutions aux problèmes de l'eau. Au bout de ces trois jours, je peux attester de la qualité remarquable des travaux du Forum.

La fin du Deuxième Forum mondial sur l'eau coïncide avec la Journée mondiale de l'eau. Comme vous le savez, l'UNESCO a été désignée chef-d'oeuvre, au nom des organismes des Nations Unies, pour la Journée mondiale de l'eau en l'an 2000, dont le thème central est "L'eau pour le XXIe siècle". Où en sommes-nous à l'aube de ce nouveau siècle ? La rareté de l'eau suscite les plus graves préoccupations. C'est aussi un problème chronique dans bon nombre de régions, mais comme l'on s'attend à ce que la demande d'eau d'irrigation et d'eau potable augmente fortement au cours des 25 prochaines années, la situation risque de devenir critique, et la pollution de l'eau, les inondations et la sécheresse ne peuvent qu'ajouter aux difficultés qui nous attendent.

La "Vision orientée vers l'action" décrite au présent Forum offre des lignes directrices pour réagir à cette situation : il nous faut une approche participative, intégrée et globale propre à déboucher sur des solutions durables qui impliquent de manière active des intervenants "nouveaux", notamment les femmes, les jeunes, les entreprises et les représentants des groupes de défense de l'environnement. Le projet "Vision mondiale de l'eau", dont la gestion a été confiée à une unité basée à l'UNESCO, a mobilisé la créativité de la "communauté des spécialistes de l'eau". Jamais auparavant, la voie à suivre n'a été aussi bien tracée.

Mesdames et Messieurs,

La sécurité de l'approvisionnement en eau au XXIe siècle est l'objectif que nous avons tous en commun. Je vous promets que l'Organisation que je représente fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider à atteindre cet objectif. Depuis sa création, l'UNESCO - en tant qu'"organisation du savoir" - occupe une position unique au sein du système des Nations Unies. Elle se tient à la croisée des connaissances humaines et des besoins humains et dans la "société du savoir" complexe du XXIe siècle, ce lieu spécial est de plus en plus un lieu stratégique. La science et l'éducation - mais également la communication et la culture - seront

plus que jamais le moteur du processus qui mène à la sécurité de l'approvisionnement en eau pour tous. Le Programme hydrologique international de l'UNESCO est un outil formidable à cette fin. Car cette sécurité ne saurait être garantie par décret et les problèmes de l'eau ne sauraient être résolus par les seuls traités. Certes, un traité peut toujours sceller un accord ou un règlement, mais les problèmes de la rareté ou des conflits d'intérêt entre pays d'aval et pays d'amont à propos des ressources en eau ne peuvent être réglés de manière durable que par une gestion collaborative et intégrée des ressources en eau.

De ce fait, l'eau pour le XXIe siècle dépendra d'abord et avant tout de la science pour le XXIe siècle. La remarque de Galilée - au XVIIe siècle - selon laquelle nous savons plus de choses sur le mouvement des objets célestes que sur l'eau que nous avons devant les yeux est tout aussi vraie aujourd'hui. Bien des difficultés d'ordre scientifique demeurent à surmonter, notamment pour évaluer avec précision les ressources en eau, les taux de reconstitution des eaux souterraines, les risques d'inondation et les débits de base. L'hydrologie, science fondamentale du cycle de l'eau, doit être développée non seulement par souci de la curiosité scientifique, mais aussi, en particulier, pour apporter des connaissances utiles à l'élaboration des politiques. La recherche interdisciplinaire, la coopération pour l'échange des données, pour la formation et pour la création de capacités, la constitution de bases de données fiables, l'évaluation globale des ressources et la mise au point d'indicateurs scientifiquement reconnus, tous ces éléments constituent l'ossature même de l'efficacité décisionnelle.

Depuis un quart de siècle au moins, l'on a pris conscience de la nécessité d'une analyse quantitative des ressources en eau douce de la planète, de façon à protéger les communautés et l'environnement en prenant les décisions voulues en connaissance de cause. A sa 19e session extraordinaire, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu la "nécessité urgente ... de renforcer les capacités des gouvernements et des institutions internationales ... de manière à mieux coordonner l'évaluation ... des ressources en eau". Le système des Nations Unies dans son ensemble est convenu de la nécessité d'un projet sur l'analyse intégrée des ressources en eau douce qui donnerait lieu tous les deux ans à un rapport sur la mise en valeur des ressources en eau dans le monde.

Voilà pourquoi j'ai pris des mesures pour faire en sorte que le programme mondial des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en eau soit bientôt lancé et que son secrétariat siège à l'UNESCO, à l'issue de consultations intensives avec nos partenaires du système des Nations Unies. En veillant à ce que ce programme entre rapidement dans les faits, l'UNESCO, mais également le système des Nations Unies dans son ensemble, est en train de relever le défi de l'indispensable suivi des travaux consacrés à cette vision mondiale de l'eau. Ce programme devra établir tous les deux ans un rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau, élaborer une méthode globale d'évaluation des ressources en eau douce et constituer un réseau d'information sur l'eau. L'UNESCO, qui a pour mission spécifique d'"édifier la paix dans l'esprit" de tous, par la science, la culture et l'éducation, considère que la mise au point d'outils de résolution des conflits liés à l'eau doit faire partie intégrante de ce programme. La science, y compris, bien entendu, les sciences sociales, peut et doit occuper une place centrale dans l'élaboration des outils de règlement ou d'atténuation des conflits liés à l'eau, qu'ils soient entre différents groupes d'utilisateurs de l'eau ou entre des nations souveraines se partageant des aquifères et des cours d'eau transfrontières, d'où ce second et important élément du programme.

Mesdames et Messieurs,

J'invite tous les donateurs - gouvernements, institutions financières internationales, donateurs multilatéraux et bilatéraux, secteur privé - et la communauté des ONG à contribuer à cette action nouvelle et innovante, qui crée une perspective de passage de la vision à l'action. Cette chance, nous devons la saisir ensemble. Il incombe aux chercheurs de se soucier des politiques et il incombe aux gouvernements de s'engager à mettre en oeuvre les politiques. Et les organisations internationales, les ONG, le secteur privé, les particuliers et les communautés sont tenus de se mobiliser. Tous ensemble, nous devons appuyer la recherche de solutions à base scientifique portant sur les causes profondes et les répercussions de la rareté de l'eau, de sa pollution, des inondations, de la sécheresse et, enfin, des conflits qu'elle suscite. Aucun de ces phénomènes n'est inévitable. Nul ne saurait rester passif devant, par exemple, la détérioration écologique du bassin de la mer d'Aral. L'UNESCO conseille les républiques d'Asie centrale sur les solutions possibles à cette crise de l'eau. Le document de l'UNESCO "Vision pour le bassin de la mer d'Aral", établi avec la participation active de la communauté des chercheurs des pays de la région, fixe des objectifs convenus d'un commun accord pour les populations comme pour l'environnement et définit les mesures nécessaires pour atteindre ces objectifs. Lorsque j'ai rencontré les ministres des républiques d'Asie centrale ce matin, nous avons réaffirmé notre volonté de poursuivre dans cette voie.

Mais comment allons-nous éviter qu'une situation critique de ce type se reproduise ? L'une des réponses réside dans le renforcement des services d'éducation qui sont à la base de la gestion intégrée des ressources en eau et, de manière plus générale, de l'éducation dans le domaine de l'eau pour le XXIe siècle. Je suis donc ravi de l'intention manifestée par le gouvernement néerlandais d'entreprendre les démarches nécessaires à la création d'une importante structure de l'UNESCO pour l'éducation dans le domaine de l'eau. S'inspirant de l'Institut international d'études infrastructurelles, hydrauliques et environnementales de Delft, établissement de renommée mondiale, cette structure pourrait, moyennant l'accord des organes directeurs de l'UNESCO, devenir un important centre de ressources pour répondre aux besoins des pays en développement en matière de création de capacités dans le domaine de l'eau. J'ai visité l'Institut ce matin et je suis profondément honoré de la confiance que cette offre généreuse exprime à l'égard de l'UNESCO et de son bilan en matière d'éducation pour le développement. Je ne peux, faute de temps, entrer dans le détail d'un autre aspect important de la question de l'eau pour le XXIe siècle, à savoir la nouvelle éthique de l'eau préconisée lors du premier Forum mondial sur l'eau. Je me contenterai donc de signaler que l'éthique de l'eau constitue également un domaine prioritaire pour la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies de l'UNESCO.

Ceci est essentiel. L'hydrologie ne saurait à elle seule résoudre les problèmes de l'eau dans le monde. Lorsqu'une personne non seulement possède un grand savoir mais l'utilise à bon escient, cette personne est dite sage. L'eau pour le XXIe siècle a besoin d'un savoir utilisé à bon escient. Comme je l'ai dit dans mon message à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau : les réserves d'eau ne s'épuiseront pas si elles s'alimentent au puits de la sagesse des hommes !